



Qu'est-ce que Mon espace santé ?

Mon espace santé est **mon nouveau carnet de santé numérique**.

C'est un **espace de confiance personnel sécurisé**, dans lequel je peux retrouver toutes mes informations médicales et mieux suivre ma santé.

💡 Dans Mon espace santé, j'ai accès à :

- **Un dossier médical** où je retrouve tous mes documents de santé (ordonnances, comptes-rendus d'analyses médicales, comptes-rendus d'hospitalisation...).
- **Un profil médical** où je renseigne mes données de santé (vaccinations, antécédents médicaux, traitements en cours...).
- **Une messagerie sécurisée** qui permet à un professionnel de santé de me contacter pour m'envoyer des informations ou documents relatifs à ma santé.
- **Un catalogue de services** où je peux télécharger des applications pour suivre ma santé.
- **Un agenda** où je peux voir tous mes rendez-vous médicaux ainsi que mes rappels et rendez-vous de prévention.



Contexte juridique

***Le majeur protégé est défini par l'article 425 du code civil** comme « toute personne dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération, médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté »*

👉 L'ordonnance n°2020-232 du 11 mars 2020 a intégré la désignation de « **personne faisant l'objet d'une mesure de protection juridique** » pour décrire tout majeur faisant l'objet d'une mesure de tutelle ou curatelle. Symétriquement, l'appellation de **tuteur** ou **curateur** a été remplacée par celle de « **la personne chargée de la mesure de protection juridique** ».

👉 Le jugement plaçant un majeur sous une mesure de protection fixe le régime juridique afférent à la mesure de protection décidée. De ce régime découlent les modalités d'utilisation de Mon espace santé.

Dans la majorité des cas, les jugements prévoient que **la personne faisant l'objet d'une mesure de protection conserve sa pleine autonomie pour ce qui est des choix de gestion de sa santé**. Dans cette situation, la personne chargée de la mesure de protection **juridique ne doit pas intervenir sur Mon espace santé pour la personne protégée**. En effet, la personne chargée de la mesure de protection ne représente généralement le majeur protégé que pour la gestion de ses biens. Or, l'article L. 1111-13-1 du code de la santé publique prévoit que la personne chargée de la mesure de protection doit disposer d'une représentation relative à la personne protégée afin d'intervenir sur Mon espace santé pour cette dernière.

👉 Ainsi, lorsque le majeur fait l'objet d'une mesure de protection juridique, c'est le **droit commun applicable à cette situation qui s'applique pour Mon espace santé**(article L1111-2 du code de la santé publique) :

- **La personne majeure faisant l'objet d'une mesure de protection juridique est informée sur sa santé de manière adaptée à sa capacité de compréhension / discernement.**

- L'information **est également délivrée à la personne chargée de la mesure de protection juridique avec représentation relative à la personne sans exception,**

-L'information peut être délivrée à la personne chargée d'une mesure de **protection juridique avec assistance à la personne** si le majeur protégé **y consent expressément.**



Les différents cas de figure (art. L. 1111-7 CSP)

	Personne en charge d'une mesure de protection juridique avec assistance relative aux biens (anciennement curatelle)	Personne en charge d'une mesure de protection juridique <u>SANS</u> représentation relative à la personne en matière de santé (anciennement tutelle)	Personne en charge d'une mesure de protection juridique <u>AVEC</u> représentation relative à la personne en matière de santé (anciennement tutelle)
Définition et public concerné	<ul style="list-style-type: none">Régime d'assistance partielleDroits civils et civiques conservés <p>Personnes concernées : Personne majeure qui n'est pas totalement hors d'état d'agir par elle-même, mais qui a besoin d'être conseillé ou contrôlé dans les actes de la vie civile</p>	<ul style="list-style-type: none">Régime de représentation complètePerte des droits civils <p>Personnes concernées : Personne majeure qui a besoin d'être représentée d'une manière continue dans les actes de la vie civile</p>	<ul style="list-style-type: none">Régime de représentation complètePerte des droits civils <p>Personnes concernées : Personne majeure qui a besoin d'être représentée d'une manière continue dans les actes de la vie civile et de santé</p>
Activation de Mon espace santé	<p>La personne en charge de la mesure de protection ne peut pas agir sur l'opposition ou l'activation du profil Mon espace santé et de fait l'accès aux informations n'est possible qu'à la condition d'obtenir le consentement exprès du majeur.</p> <p>Si la personne en charge de la mesure de protection juridique est destinataire du courrier ou du mail d'information relatif à l'activation de Mon espace santé, elle doit le communiquer au majeur protégé.</p>	La personne en charge de la mesure de protection peut exercer le droit d'opposition ou activer le profil Mon espace santé de la personne majeure représentée.	
Utilisation de Mon espace santé	Les mesures aux biens impliquent un rôle très limité de la personne en charge de la mesure de protection. Même si la mesure est fondée sur une appréciation médicale des capacités de la personne protégée, la personne en charge de la protection n'a pas le droit d'accéder aux données de santé de la personne protégée dans le cadre de son parcours de soins/d'accompagnement, sauf consentement exprès de la personne protégée.	La personne en charge de la mesure de protection ne peut pas accéder aux informations sur la santé de la personne protégée . Il lui faut recueillir le consentement de la personne.	La personne en charge de la mesure de protection peut accéder à toutes les informations sur la santé de la personne protégée, sans besoin de recueillir consentement de la personne. La personne en charge de la mesure de protection doit se soumettre au secret médical . Il lui est donc interdit de divulguer à des tiers ne participant pas à la prise en charge de la personne protégée toute information relative à l'état de santé de cette dernière.